

# Journal de Vole pas le riz

Le journal des étudiants mobilisés de l'université Paul Valéry (Montpellier 3)

## Edito

Selon le gouvernement et les médias nationaux, il ne se passerait rien en France. Aucune grève, aucune raffinerie bloquée, aucun problème dans les transports et l'approvisionnement d'essence. Certes, quelques manifestants défileraient sporadiquement. Mais ils s'agitent contre une réforme des retraites déjà votée. Le gouvernement affirme avoir remporté son bras de fer contre les derniers archéo-communistes crispés sur leurs acquis sociaux. Selon les chefs d'Etat, le démantèlement de la protection sociale est inéluctable pour des raisons démographiques. Et la France doit rester compétitive pour résister au dragon chinois en expansion.

L'Université Paul-Valéry (UPV) serait pourtant envahie par d'irréductibles bloqueurs selon la direction de la fac et les médias locaux. Ils se promèneraient cagoulés et parfois sans carte d'étudiant. Malgré leur sectarisme et leur violence, cette poignée d'anarchistes dégénérés parvient à manipuler plus d'un millier de personnes réunies en AG pour voter le blocage. Ils veulent nuire aux étudiants et répandre la terreur pour s'offrir quelques mois de vacances en saccageant les locaux de l'université. Au mieux, ils s'agrippent au mythe totalitaire du Grand Soir, avec la fac pour terrain de jeu.

**Ceci ressemble aux mensonges tout aussi caricaturaux relayés dans les médias par les autorités politiques et universitaires.**

Le gouvernement, les médias locaux et nationaux ainsi que l'administration de la fac ne cessent de vomir un discours caricatural pour combattre le mouvement en cours. Pourtant, il s'agit d'une lutte qui s'inscrit dans un contexte global. Une colère s'exprime contre l'ordre imposé, contre un avenir plongé dans la misère et la précarité. Mais la propagande du gouvernement a échoué : la population partage largement cette colère. L'administration de l'UPV vient au secours du pouvoir pour briser un mouvement de révolte. La présidence de l'UPV entend mettre un terme à toutes les luttes sur le campus. Anne Fraïsse, présidente de l'UPV, enfle les gants de Margareth Thatcher<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Margareth Thatcher, Premier Ministre de Grande-Bretagne dans les années 1980, a liquidé la tradition de lutte dans ce

La propagande néolibérale et la pédagogie de la soumission s'accompagnent d'une criminalisation des luttes sociales. Toute forme de contestation radicale peut être assimilée à du terrorisme « anarcho autonome ». Tout acte de révolte dans la fac est d'ailleurs réduit à des dégradations violentes. Et les médias relaient directement les mensonges de ces institutions.

Ainsi, ce journal offre un autre regard sur la mobilisation en cours. Il est réalisé par des individus en lutte qui s'expriment directement. Mais le mouvement qui se déroule sur l'université est replacé dans le contexte plus large d'une révolte globale.

Nous avons décidé de mettre en place ce journal afin de dénoncer la désinformation et de permettre aux personnes en lutte de s'exprimer librement. Nous avons fait le choix de ne pas communiquer avec des journaux sous contrôle qui déforment systématiquement nos propos.

---

## Sommaire :

- Communiqué
  - Appel à la mobilisation
  - Motion de l'inter-pro
  - Bilan et perspectives
  - La vie à la fac
  - Pour le blocage !
  - Les assemblées générales sont souveraines
  - Réflexions sur le mouvement en cours
  - Des diplômés, pour quoi faire ?
  - FMI, ennemi public n°1
  - Nos revendications et mots d'ordre
  - Liens d'informations
- 

pays au moyen de la propagande et de la répression la plus dure.

## **Communiqué**

Cela fait quelques semaines que les étudiants de l'université Paul Valéry s'organisent et se réunissent afin de soutenir la lutte contre la réforme des retraites et dans une plus large mesure contre un système qui peu à peu nous prive de nos droits et libertés fondamentales.

La mobilisation en place au sein de l'UM3 a permis de créer un lien solidaire entre des personnes en lutte qui donnent la force nécessaire à la poursuite du mouvement. Les moyens autoritaires mis en œuvre par le gouvernement, dont les directives sont appliquées sans remise en cause par l'administration, limitent nos champs d'action. Nous sommes restreints par le biais d'une forte répression ajoutée à la manipulation de l'opinion publique, que ce soit par le gouvernement via les médias ou de façon plus directe par la présidence de l'université via des communiqués diffamatoires, envoyés à tous les étudiants, qui discréditent le mouvement et incitent à une mobilisation anti-gréviste.

Il est évident que la suprématie exercée par les institutions en place au sein de la société nous dérobe le droit d'exprimer une quelconque opposition face au gouvernement.

En effet nous avons pu constater ces dernières semaines qu'aucune de nos revendications votées à la majorité lors des Assemblées Générales n'ont été prises en compte. La Présidence de l'université ne reconnaît pas la souveraineté de l'AG et de ce fait exerce un pouvoir décisionnel autoritaire et minoritaire.

Suite aux nombreuses formes de répression parfois violentes telles que l'envoi des forces de l'ordre, quarante agents de la BAC, lors de l'occupation de nuit de l'Amphi A (votée à la majorité lors de l'AG) afin de nous évacuer

brutalement et sans sommation, événement qui a suscité un fort sentiment d'injustice et de révolte. Les étudiants ont voté l'occupation du conseil d'administration tenu le vendredi 29 octobre afin de faire valoir les revendications, la légitimité des décisions prises durant les AG ainsi que de demander la justification de l'envoi des forces répressives. Une fois de plus la présidence de l'université n'a pas tenu compte de nos revendications et nous a témoigné un certain mépris.

Le CA a tout de même eut lieu plus tard dans la journée au rectorat, rue de l'Université. La réaction de l'administration face à l'occupation s'est traduite par une nouvelle fermeture administrative (condamnation de l'amphi A) ainsi que des plaintes nominatives et conseils de disciplines dirigés de façon aléatoire contre certaines personnes mobilisées. Ajouté à cette censure autoritaire, un communiqué mensonger a été envoyé par la présidence aux étudiants afin de manipuler l'opinion et d'éveiller l'opposition aux différents mouvements de grève. Les mesures qui ont été prises cherchent nettement à éloigner toute opposition du milieu universitaire, la présidente évoque la possibilité de « sacrifier une génération d'étudiant pour montrer l'exemple », pression exercée pour soutenir l'arrêt de l'occupation qui est notre principal moyen de lutte.

Cependant nous pouvons constater une volonté commune de se faire entendre. Nous invitons toutes les personnes en lutte face à cette division de la société, qui s'inscrit dans une logique ultra libérale et individualiste et qui met en danger tous nos acquis sociaux. La liberté d'expression n'est pas un droit négociable, le savoir ne doit pas être monnayable, si la faculté est une propriété privée d'État, l'État devrait être la propriété du peuple, réapproprions nous la faculté, réapproprions nous nos vies.

***Communiqué du comité de mobilisation***

---

## Motion déposée par l'assemblée générale interpro

L'Assemblée Générale interprofessionnelle réunie le 2 novembre à Montpellier dénonce la répression du mouvement étudiant portant notamment sur la réforme des retraites :

- « plaintes nominatives contre les auteurs des faits »
- « conseil de discipline saisi du cas des étudiants de l'université Paul Valéry »

Cette volonté répressive se double par ailleurs d'une volonté d'empêcher le mouvement :

- par la décision d'interdire aux étudiants de tenir leur A.G à l'intérieur des locaux
- par le « traitement différencié » de la tenue des cours et des examens

L'Assemblée Générale interprofessionnelle demande aux organisations syndicales des personnels de dénoncer ces pratiques de l'administration et d'apporter leur soutien aux personnes poursuivies.

---

## Appel à la mobilisation

Appel à tous les salariés, chômeurs, étudiants, lycéens et autres personnes en lutte :

Nous, assemblée générale de Paul Valéry (étudiants, chômeurs, précaires) appelons à la poursuite du mouvement et à l'organisation d'assemblées générales sur les différents lieux de lutte. Nous vous invitons à participer à l'assemblée générale ouverte à tous qui se tiendra jeudi 4 novembre à 9h30 à l'amphi A de l'université Paul Valéry.

Face au mépris et aux différentes formes de répression du gouvernement ainsi que la logique capitaliste dans laquelle il s'inscrit clairement, nous appelons toutes les personnes en lutte à venir participer à la **manifestation de nuit** qui partira de Saint Eloi à 19h. De même, nous appelons à rejoindre massivement la manifestation du samedi 6 novembre ainsi que les différentes actions proposées par l'interpro et les étudiants.

Nous nous opposons à la désinformation qui a cours dans les médias sur la démobilité des mouvements et certifions

de ce fait que blocage et occupation sont nécessaires. C'est pourquoi nous appelons au durcissement du mouvement.

Quand la colère s'organise et que les rencontres deviennent subversives, souffle le vent d'une colère irrépressible.

**ASSEMBLEE GENERALE JEUDI 4 NOVEMBRE A 9H30 A L'UM3**

**MANIFESTATION NOCTURNE JEUDI 4 NOVEMBRE RDV 19H SAINT ELOI**

---

## Bilan et perspectives

### **En bref :**

Quoi qu'en disent les médias et le gouvernement qui les contrôle, la mobilisation continue et se durcit. A Montpellier, les étudiants des facs de lettres, sciences et droit se mobilisent et multiplient les AG. Suite à celle qui a voté le blocage à Paul Valéry (UM3), un cortège étudiant de 500 personnes a rejoint la manifestation intersyndicale et interprofessionnelle qui a eu lieu le jeudi 28 octobre. Les actions de blocage et de tractage ont été multipliées et des AG se tiennent régulièrement dans tous les secteurs en lutte.

En France, les facultés continuent à se mobiliser et amplifient le mouvement. Une soixantaine d'AG doit avoir lieu avant la fin de la semaine et de nombreuses facs sont maintenant bloquées (Grenoble, Saint Etienne, Le Mans, Nantes, Montpellier 3, ...). Une cinquantaine de fac sont actuellement mobilisées à des degrés divers et le mouvement étudiant se renforce. Une coordination nationale étudiante se tiendra ce week-end à Paris-13-Villetaneuse. En parallèle, la répression du mouvement est toujours d'actualité, avec des interventions policières à Saint-Etienne et à la Sorbonne.

Tout les secteurs en lutte se réunissent et organisent des actions de blocage de l'économie et d'information. Une coordination nationale des AG interprofessionnelles se tiendra à Tours ce week-end. Malgré la reprise du travail dans les raffineries et l'arrêt partiel de la grève dans certains secteurs, la colère et la contestation restent présentes et la mobilisation garde le soutien de la population. Les regards se dirigent maintenant vers les lycées et les facultés qui sont capables de relancer et d'amplifier la lutte.

**Suite du mouvement :**

Aux yeux du pouvoir, il ne s'est rien passé et il ne se passera plus rien. Le mouvement de colère basé sur une réforme des retraites injuste est déjà enterré par le gouvernement et ses relais médiatiques.

Pourtant, la rentrée sociale annoncée a bien eu lieu. Les directions bureaucratiques et l'impuissance des intersyndicales n'ont pas empêché l'éclosion d'assemblées générales interprofessionnelles. Dans chaque ville des salariés s'organisent pour agir directement, au-delà des appartenances syndicales et professionnelles. Certes, aucun mouvement de grève générale sur une longue durée n'est venu entamer la morgue du pouvoir en place. Contrairement à la lutte de décembre 1995, le spectre de la grève générale ne plane pas au dessus des gouvernants. Pourtant, si les salariés ne s'engagent pas dans des grèves dures pour des raisons financières, le mouvement demeure largement populaire. Et la colère reste intacte.

Il n'y aura probablement pas d'explosion révolutionnaire en 2010. Mais un mouvement de longue durée s'est amorcé. Les actions se multiplient : blocages, occupations, manifestations... Les assemblées générales réunissent des étudiants, des chômeurs et des salariés dans une perspective de blocage de l'économie. Les raffineries et les transports restent perturbés. Les actions de blocage des grands axes de communications fragilisent le capitalisme qui repose de plus en plus sur un fonctionnement en flux tendu.

Le Medef et le patronat s'affolent déjà des coups portés au bon déroulement de la société marchande. Les pertes de profits pour les entreprises ne sont pas négligeables. Comme en 1936 ou en 1968, le patronat se précipite auprès de l'état pour exiger la fin de la lutte par des négociations.

Ensuite, l'irruption d'une grève générale insurrectionnelle découle souvent d'une période de forte agitation sociale. La multiplication des actions permet également à la population de prendre conscience de la capacité des individus dans le cadre d'action collective. 50 personnes peuvent bloquer une fac. Quelques centaines peuvent perturber les axes de communications. Ainsi, un mouvement qui regroupe l'immense majorité de la population peut ouvrir des possibilités bien plus importantes. Le mouvement sur Paul Valéry s'approprie d'un espace de réflexion et d'organisation collective. Il ne s'agit pas d'un frémissement corporatiste mais d'une lutte bien plus large qui peut accueillir la révolte des salariés et de tous les exploités. Comme à Caen ou dans d'autres villes, un mouvement inter catégoriel se construit. L'université Paul Valéry peut accueillir cette lutte. Surtout, la population

étudiante qui circule sur le campus peut et doit se mobiliser pour apporter une dynamique forte afin de lancer un mouvement d'ampleur. Si des milliers d'étudiants participent à une lutte permanente contre le capitalisme, le discours fataliste de la résignation face à l'ordre imposé ne tient plus. Puisque l'utopie méritocratique de la réussite individuelle après l'obtention d'un diplôme n'est plus crédible, il ne reste plus que l'utopie de l'invention collective d'une autre société.

Dans les universités, comme dans les entreprises et les quartiers, des individus s'organisent directement en s'appropriant des espaces de lutte.

---

## La vie à la fac.

Le blocage de la faculté ne signifie pas que le campus est désert et que toute vie s'arrête. Des commissions ont été mises en place afin d'offrir un espace de réflexion et de débat aux étudiants. Nous appelons les personnes motivées à les rejoindre et à y participer activement. Les informations concernant ces commissions peuvent être obtenues auprès du comité de mobilisation.

- La commission autodéfense a pour but de préparer et d'informer les manifestants sur toutes les formes de répression géographique, urbaine et policière. Des textes sur les réflexes à avoir en cas d'interpellation ont été publiés et des jeux de rôles sont organisés régulièrement afin de mettre en condition les militants.
- La commission école buissonnière organise la vie sur le campus et propose des projections/débats, des ateliers théâtre, ... Le but de cette commission est de rassembler les gens présents sur la fac et de renforcer le mouvement en créant des liens entre les personnes en lutte. Faites monter l'aïoli !
- La commission cours permet aux étudiants de récupérer les cours manqués pendant le blocage. Certains cours sont disponibles en amphi A et une liste de mail est disponible afin d'obtenir des cours tapés à l'ordinateur.
- La commission anti-presse réalise et diffuse ce journal, se renseigne sur l'état de la mobilisation sur Montpellier et en France et distribue les communiqués de presse.

---

## Pour le blocage !

Une fac bloquée est une fac libre. Déjà libre de s'exprimer sur un éventuel maintien de ce blocage. Libre de construire des modes d'apprentissages actifs. Libre de débattre sur la naissance de sa propre mobilisation. Libre de se mobiliser dans le temps que nécessite la construction de toute forme de lutte. Une fac n'est jamais bloquée, elle propose juste un temps d'enseignement supplémentaire, différent et populaire. C'est d'ailleurs le leitmotiv de ce mode d'action : pouvoir accéder à d'autres formes d'apprentissages et d'expériences. Que ce soit par les échanges, les débats, les réunions, les actions politiques et culturelles qui ont eu lieu à l'UPV, une fac dite « bloquée » est susceptible d'apporter plus de matière à la réflexion que l'enseignement supérieur. Durant ce qu'on appelle un blocage, un outil d'enseignement supérieur au service de l'insertion professionnelle devient un outil d'éducation populaire, au service de la citoyenneté et du militantisme. Cet outil reste

ouvert - à défaut de le définir comme bloqué - à qui veut s'en saisir de manière plus ou moins active. Libre à chacun de continuer d'étudier, par le biais de la bibliothèque universitaire, et par les échanges de cours. Libre à chacun de s'informer sur un mouvement de contestation sociale et d'y participer. Dans ces deux cas, les étudiants posent le choix d'être actifs soit, dans la poursuite de leur enseignement, soit, dans leur investissement citoyen, et ceci en respectant leurs libertés respectives. Ce prétendu « blocage » cristallise cependant un mécontentement d'une partie des étudiants qui s'explique par une incapacité à être autonome dans leur cursus universitaire, ou dans l'expression de leur citoyenneté. Ils n'aspirent qu'à une chose : être et rester passifs. C'est d'ailleurs pourquoi la distribution verticale du savoir des professeurs leur manque tant. En effet, difficile de faire plus hiérarchique, passif et abstrait que des cours magistraux.



Pour les autres, c'est à dire ceux capables de se mobiliser de manière autonome dans l'apprentissage, lié à leur étude, ou lié à leur citoyenneté, le « blocage » de la fac doit être considéré comme une chance d'appréhender le monde de manière différente. Comme moyen d'action, il invite à la rencontre, à l'échange et à l'intégration des individus quelques soient leurs avis. Pour les personnes qui s'interrogent sur l'exercice de leur citoyenneté, une fac « bloquée » reste un lieu d'information privilégié car indépendant de la direction de l'université, des syndicats, et de quelconques organisations politiques. Elle invite tout un chacun à venir s'exprimer, débattre sur des mouvements de grève. Or ceux-ci, sont toujours portés par des valeurs de solidarité, de respect dans des domaines sensibles, tels que l'éducation, le travail, et effectivement la retraite, et si dans l'enseignement supérieur les étudiants ne sont pas capables d'imaginer que d'autres modes d'éducation sont possibles et nécessaires, ils ne remettront probablement jamais en cause d'autres formes de travail et de retraite.

---

## Les assemblées générales sont souveraines



L'assemblée générale du 28 octobre a voté le blocage de l'université, que la filouterie de l'équipe de direction a tenté de rendre invisible (fermeture administrative, cours tenus en fac de sciences...). Les assemblées générales sont souveraines, c'est-à-dire que les décisions qui y sont prises sont légitimes et effectives.

Depuis la lutte contre la LRU en 2007, les présidents d'Université, en bons valets du ministère, tentent de torpiller les grèves étudiantes via diverses pratiques comme les consultations à bulletin secret et/ou électroniques, qui sont autant de mascarades.

**Sans grève étudiante, il ne viendrait jamais à l'esprit de ces présidents de consulter leurs étudiants. C'est donc plus le retour à l'ordre qu'un souci de démocratie qui les anime.**

Ces consultations organisées par des présidents aux ordres et favorables aux réformes ne portent que sur la forme (blocage) et jamais sur le fond (nocivité des réformes). Par exemple, il serait suicidaire pour eux de demander aux étudiants s'ils sont favorables à une augmentation des frais d'inscription suite à la LRU, ou si les étudiants souhaitent se faire exploiter jusqu'à 62 ans.

Nous ne concevons les votes d'AG que comme des moments intervenant **après un débat**, dans la construction d'une lutte. Or les votes à bulletin secret, individualisent et cassent objectivement toute dynamique collective.

La grève appartient à ceux qui luttent et s'auto-organisent, nous n'en demanderons jamais la permission. C'est pourquoi les AG sont les seuls outils décisionnels démocratiques dès lors que chaque participant quitte son enveloppe de spectateur pour devenir acteur.

**La prochaine AG remplacera les raisons de la grève, au centre du débat, décidera des suites à donner à la grève et de l'implication de Montpellier dans le mouvement national qui perdure quoiqu'en disent les médias**

## Réflexions sur le mouvement en cours...

Voilà près de deux mois maintenant que plusieurs millions de personnes se révoltent en France. Cette révolte a éclaté à propos d'une énième réforme des régimes des retraites ; en gros travailler deux années de plus pour en fin de compte avoir droit à la même misérable pension ! Le but étant bien de capitaliser les retraites : faire revenir du capital au capital... Réforme logique dans le mouvement de libéralisation du capitalisme.

C'est alors que des grèves ont éclaté un peu partout, dans de multiples secteurs : cheminots, raffineries, poste, service public, santé, etc... Des actions de blocages des flux et de l'économie ont fleuri, des assemblées générales ont rassemblé des milliers de personnes, et leur ont permis de se rencontrer et d'organiser une lutte concrète contre l'économie ; elles ont remplacé la contestation symbolique et intégrée des manifestations syndicales.

*Très rapidement d'ailleurs cette lutte a échappé aux syndicats puisque les grévistes et autres personnes en lutte ont décidé de s'organiser non plus par branche mais par ville, par région. C'est par les AG interpro qu'une forme de démocratie par la base s'est mise en marche. Difficilement, à côté des syndicats, parfois contre ces derniers, elle a permis de donner une autre forme à la colère des révoltés. Ce ne fut plus seulement l'heure de dénombrer les manifestants dans les grandes marches syndicales, où il s'agit bien plus d'un combat de chiffres entre syndicats et gouvernement, que d'actions de blocages, de piquets de grèves et d'assemblées générales. Il s'agit là d'un refus de se laisser déposséder de la lutte. Dans ces assemblées générales la colère, petit à petit, prend de l'ampleur, la réflexion reprend vie, aux revendications se substituent des mots d'ordres qui tendent à ne plus rien demander ni aux dirigeants ni aux syndicats mais à vouloir organiser une autre économie : celle ébauchée par les caisses de solidarité, une autre politique : celle des AG souveraines et légitimes, une autre vie : celle que l'on retrouve dans la lutte et dans les occupations!*

Ces révoltes ont ébréché l'image d'un ordre où tout est censé aller pour le mieux dans le meilleur des mondes, et c'est dans cette fissure que se sont engouffrés d'autres laissés pour comptes : lycéens éduqués dans des lycées-prisons, banlieusards vivant dans des clapiers sous haute surveillance, étudiants formés dans des supermarchés, futurs gestionnaires d'un régime mortifère, chômeurs condamnés à une activité stérile et stérilisante,...

Cette rage contagieuse, ces élans de vie, ces cris de colères, ont donné plusieurs expressions pratiques : destruction de l'urbanisme (des prisons dortoirs, aux voies de circulation

de marchandises), blocage de l'économie (grèves, blocages,...), rencontres subversives (AG, piquets de grèves...).

De l'autre côté, face à cette vie qui se réveille, médias, syndicats, administrateurs de tous poils, police, politiciens, ont, à coup de mensonges, de promesses de négociations, de sanctions, de matraques, et de mystification idéologique, tenté de réprimer, de travestir, de juguler, de morceler cette révolte. Plus encore que d'habitude c'est une politique de répression qui est privilégiée ces dernières années, la négociation n'est plus de mise! Il s'agit d'un bras de fer bien périlleux dans cette guerre des classes : limitation du droit de grève (déjà service minimum), réquisition forcée des travailleurs, évacuation policière, sanction administrative, chantage, etc... La tension monte, l'atmosphère devient de plus en plus tendue.

Si ce bras de fer est gagné, il est à craindre que la critique et les désaccords soient encore moins tolérés par le pouvoir qu'ils ne le sont déjà... *Ce durcissement de gestion du capitalisme trahirait-il une faiblesse structurelle du capitalisme? Toujours est-il qu'il s'agit bien là à travers cette lutte d'une autre question qui résonne à chaque action, à chaque assemblée générale : dans quelle mesure, en cas d'échec total de cette révolte (passage en force de la réforme sans aucune négociation, non pas que la négociation constitue une victoire pour les personnes en lutte, mais plutôt un recul du gouvernement capitaliste), dans quelle mesure donc pourrons nous encore contester la bonne marche du capitalisme? L'échec lors de cette révolte a ainsi un autre enjeu qui cette fois apparaît de plus en plus claire : la classe gestionnaire du capitalisme veut montrer l'inutilité de la révolte, puisqu'elle veut montrer qu'elle mène toujours à l'échec. Elle veut faire passer le message que la révolte fait perdre du temps, de l'argent, et surtout que la victoire est impossible! La négociation même n'est plus à l'ordre du jour! Elle prépare par là même une répression future encore plus féroce.*

Cette tendance au durcissement et à la répression est perceptible par exemple dans les universités : l'occupation de nuit est devenu hors de question, les interventions policières ne soulèvent presque plus l'indignation, l'administration se positionne ouvertement contre le blocage, des plaintes pénales sont déposées, les cours lors du blocage seront considérés comme fais... Cette pente est bien la pente fascisante et autoritaire qui accompagne un capitalisme libéral dans sa période de crise, lorsque sa marge de manœuvre lui est limitée.

Nul risque de revenir à un quelconque régime de Vichy, l'histoire ne revient jamais en arrière, mais un nouveau fascisme s'installe, plus larvé, moins ouvert, mais qui

progressive insidieusement... La critique de l'ordre existant n'est plus acceptée à partir du moment où elle tend à se réaliser en refus pratique, la répression par rapport à celui qui se refuse à marcher droit se veut comme de plus en plus acceptée et ce qui est imposé par le capitalisme est montré, et souvent vu, comme une liberté sans autre forme de procès de pensée: liberté de travailler, liberté d'étudier, etc.

La force physique et la violence contre les personnes en lutte apparaît comme étant de plus en plus légitime, puisque les raisons de leurs révoltes ne veulent plus être comprises ; il s'agit non pas de personnes en lutte pour un bien être collectif, contre des réformes capitalistes, mais de preneurs d'otages et de casseurs !

*Car si le capitalisme est un ordre essentiellement violent, sa variante fasciste repose sur: l'adhésion des couches moyennes, le refus de toute réflexion rationnelle, sur l'utilisation de la haine (haine des pauvres, des étrangers ...), sur l'amour d'un ordre autoritaire et sur l'angoisse de la liberté, c'est à dire celle de se révolter.*

*Voilà donc le contexte dans lequel se joue cette guerre sociale. Il ne s'agit pas de lutter simplement contre le fascisme, mais bien de constater que le capitalisme (du moins en France, si ce n'est en Europe) est en train de se fasciser ! Alors l'exploitation se durcit, et l'on entrevoit des lendemains qui répugnent à chanter...*

Mais comme le dit Sun Tzu : Rares sont ceux qui peuvent comprendre comment la victoire émane de la tactique même de l'ennemie...

*En effet il s'agit de parvenir à expliquer la logique de l'ennemi, sa tactique et les causes de cette tactique, qui trahissent nécessairement ses faiblesses. Il s'agit de pointer l'enjeu de cette lutte, la nécessité de la révolte, et de mettre à disposition des analyses, des modes d'organisations de luttes, des façons de voir la vie reposant sur d'autres valeurs autrement, ce mouvement de révolte, ces espaces arrachés au capitalisme ainsi que ces moments de rencontres se fassent briser par ce dernier.*

Actuellement le mouvement est dans le creux de la vague, les révoltés se battent mais prennent des coups sérieux, le mouvement lycéen en sommeil pendant les vacances reste en suspens, les universités ne rejoignent pas massivement la lutte, d'autant plus que manifestement les consignes de répression sont appliquées avec zèle par les administrations universitaires pour empêcher tout mouvement. Or ces deux derniers constituaient les espoirs d'un renfort massif pour les actions de blocages, et aussi en termes d'ambiance de lutte.

*Le mouvement est d'autant plus dans sa phase critique que : nous sommes en période de vacances scolaires, la réforme des retraites ne parle pas trop aux étudiants, qu'ils arrivent dans la lutte dans un moment où la répression se durcit, que la loi est votée, que d'autres secteurs vont reprendre le travail, que la grève faiblit. Or le mouvement lycéen et le mouvement des facs ne résisteraient manifestement pas à la fin de la grève...*

*> Il semble alors que la tactique à adopter est de tenter de refaire partir les lycéens dans la lutte. Il apparaît plus facile aux étudiants de le faire. Par cet élan tenter de relancer le mouvement dans les facs afin d'aller soutenir les actions de blocages et de grève des salariés.*

*> Il semble, par ailleurs important de faire entrer les salariés dans les mouvements lycéens, et dans les mouvements des facs non pas pour encadrer mais bien pour soutenir et renforcer les révoltes.*

*> Il s'agit en outre de s'approprier une violence politique : blocage et destruction matérielle de ce qui nous oppriment, de ce qui nous oppressent. Ainsi la jonction avec les révoltés des banlieues peut alors être possible.*

Malheureusement, il faut dans cette bataille ne pas perdre de vue la possibilité de la défaite à court terme, et penser déjà les possibilités de replis pour qu'à la fin de ce mouvement les rencontres et les expériences vécues, les réflexions et les solidarités ne soient pas anéanties, ou perdues dans les adhésions à tel syndicat ou à tel parti, et s'en aillent mourir dans les tombeaux électoraux de 2012... !

*La question doit se poser de savoir comment ne pas enterrer les AG interpros dans les cercueils des organisations politiques et syndicales sans pour autant les transformer en fossiles supplémentaires qui entraveront les nouvelles formes des révoltes à venir...*

L'ambition paraît gigantesque, le combat quasi désespéré, mais les révolutions arrivent souvent sans crier gare, elles déplacent des montagnes, font fleurir les déserts et font renaître la passion de vivre !

Or seules les AG de luttes interprofessionnelles ouvrent la voie à une révolte réellement subversive, à nous donc de les multiplier et de les faire dans les différents lieux de luttes existants ou en devenir ; devant des lycées, dans les facs en grèves,... Afin de rallier et de renforcer les secteurs où le mouvement est encore fébrile mais naissant.

## Des diplômes pour quoi faire?

Le 10 août 2007, en accord avec les partenaires sociaux et les organisations « représentatives » étudiantes, le ministre de l'enseignement supérieur Valéry Pécresse fait voter par le gouvernement la LRU. Celle-ci prévoit principalement d'ici 2013 l'autonomie budgétaire des facultés en France.

L'autonomie financière promulguée dès 1968 par le ministre Faure se voit donc renforcée par le passage de la gestion à 100% du budget par les facs contre 25% auparavant (les 75% restants fléchés par l'état). Le budget des facs pourra dès lors être alimenté par des fonds privés (fonds soumis au passage à la défiscalisation, 66% pour les particuliers, 60% pour les entreprises). On prendra pour exemple Lyon I qui, dès novembre 2007, annonçait un partenariat de 180 000€ avec Microsoft et, crème sur la cerise, l'apport d'un contenu pédagogique avec IT Academy, interface Windows.

La volonté est claire, faire entrer le monde de l'entreprise sur les campus français, pour qu'enfin apparaissent dans les classements internationaux, comme le très controversé classement de Shanghai, des publications de recherches françaises.

Au passage le conseil d'administration subit quelques petites modifications comme la baisse de la représentativité étudiante (de 20% à 10%) et IATOS – personnel de la fac – (de 10% à 6,7%). En contrepartie, on y intronise des personnalités extérieures comme des représentants du monde socio-économique et des chefs d'entreprises.

Et comme une bonne nouvelle n'arrive pas seule, la LRU permet aussi aux universités de devenir propriétaires de leurs locaux dans le but, bien évidemment, de les louer par la suite à des entreprises privées désireuses de s'immiscer physiquement cette fois-ci sur les campus, énième pas vers la privatisation.

Et cela ne s'arrête pas là, car, dans la foulée, le 25 novembre 2007, le président de la république, Nicolas Sarkozy annonce que le produit de la vente de 3% du capital d'EDF, déjà privatisé en grande partie, servira à dégager 5 milliards d'euros et à financer le Plan Campus (on précarise d'un côté pour tendre la carotte de l'autre).

Le Plan Campus a pour objectif de faire émerger 12 pôles universitaires d'excellence en France, de niveau international grâce à des dotations exceptionnelles. Les projets des facs intéressées ont été déposés en 2008 devant un comité de 8 membres venus du monde de la recherche et de l'entreprise. On prendra par exemple Guy Aubert, ancien directeur du CNRS et pionnier du télé-

enseignement ; Catherine Cesarsky, membre de l'académie des sciences et travaillant sur un campus américain (Caltech) ; Jean Luc Chameau, président de Caltech et ancien président du GeorgiaTech (Atlanta) ; Françoise Benhamou, économiste ; Gilles Pélisson, directeur général du groupe Accor, ancien PDG Disney, ancien PDG Bouygues Telecom, ancien PDG Suez, membre du groupe Aspen, non ceci n'est pas un canular ; on pourra également citer Robert Lacroix, ancien président de l'université de Montréal et ardent défenseur de la collaboration public/privé dans le monde universitaire. La liste parle d'elle-même.

A Montpellier, les trois universités de sciences, de lettres et de droit et médecine se sont regroupées en un PRES (Pôle de Recherche de l'Enseignement Supérieur) avec pour but de coordonner les activités de valorisation pouvant contribuer efficacement au développement économique et à l'attractivité de la région. Ainsi, sera valorisé dans notre région, l'agroenvironnement, la biologie/santé et la chimie. Mieux vaut donc ne pas se poser de question sur le bien fondé des OGM, de l'industrie pharmaceutique et de la pétrochimie et accepter les subventions, elles pourraient profiter à quelqu'un de moins regardant. Pour ce qui est des autres filières, allez voir ailleurs.

Cette réforme, due à la volonté de revivifier le capitalisme national, correspond donc à la mise en place de pôles permettant de renforcer la « force de frappe » des pôles d'excellence français par la concentration des moyens sur les points forts des industries françaises. Or cette tactique va miner inexorablement le rôle mystificateur de l'université, c'est-à-dire l'idéologie d'un savoir pour le bien de l'humanité, accessible à tous et garantissant le libre choix et l'égalité des chances. Il est ainsi évident que si les universités françaises et les industries sur le territoire français veulent survivre à l'impérialisme d'autres pays, il faut qu'elles se battent sur le marché de la connaissance ; Autrement les industries vont aller ailleurs, les investissements ne suivront plus et les cerveaux iront vers les capitaux.

L'Européanisation de critères de valeurs marchands et concurrentiels initié par la réforme LMD et reprise par le processus de Bologne parachève cette dynamique. Les budgets seront dorénavant calculés en fonction des performances des sites universitaires, les facs seront soumises aux lois du marché et financées en fonction des besoins des entreprises (c'est-à-dire le patronat), les diplômés déqualifiés, notre précarité accrue.

Ce qui nous pend au nez dans un tel contexte, c'est bien évidemment qu'à court terme les filières les moins productives disparaissent mais aussi que sur le long terme, le contrôle sur la recherche devienne biaisé par

l'investissement privé, ainsi c'est la porte ouverte au nucléaire, aux OGM, aux traitements médicamenteux, au contrôle biométrique ; tout ce à quoi nos nouveaux diplômés nous auront préparés, à bon entendeur.

---

## **FMI, ennemi public n°1**

### **Austérité généralisée**

Plan d'austérité budgétaire, coupes franches dans les dépenses de l'Etat ; depuis plusieurs années partout en Europe les gouvernements enchaînent les réformes les unes après les autres. Prenons l'exemple de la Grèce, de l'Irlande, de la Grande Bretagne ou bien encore de la France, les populations de tous ces pays voient leur acquis sociaux disparaître petit à petit entraînant dans certains d'entre eux des révoltes plus ou moins violentes. En effet comment ne pas réagir quand un gouvernement supprime 500 000 postes dans la fonction publique, quand un autre s'attaque à l'âge légal de la retraite et dans la foulée au financement de la sécurité sociale sans aucun ménagement...

En Grèce la population et principalement les étudiants, se sont opposés à ces mesures injustes directement dirigées contre les plus pauvres à travers une révolte violente qui enflamma le pays durant plusieurs semaines en 2008. Ceux-ci avaient compris que l'Etat ne gouvernait plus pour le bien du peuple mais dans l'unique intérêt de maintenir l'économie à flots sans déplaire aux multinationales et grosses entreprises du pays. En examinant de plus près les mesures prônées pour réduire le déficit, on s'aperçoit que toutes visent la réduction des dépenses de l'Etat dans le secteur public et les services sociaux. En effet les cotisations nécessaires pour accéder à une retraite à taux plein passèrent de 37 à 40 ans, les salaires furent gelés dans le secteur public, la TVA augmenta de 2% jusqu'à atteindre 23% et pour finir les investissements publics furent réduits et le marché du transport, de l'énergie et « l'ouverture » des professions fermées.

### **Connaissez-vous le FMI ?**

Cet organe de l'ONU créé en 1945 (en même temps que la Banque Mondiale) doit proposer une assistance technique à ses pays membres (188 en tout) qui consiste d'après son site internet « *A favoriser la mise en valeur des ressources productives des pays membres en les aidant à gérer efficacement leur politique économique et leurs affaires financières. Le FMI aide les pays à renforcer leurs ressources tant humaines qu'institutionnelles et à formuler des*

*politiques macroéconomiques, financières et structurelles adaptées. »*

Autrement dit proposer des solutions pour maintenir le pays compétitif sur le marché mondial et nul n'est besoin d'être un économiste pour en déduire que le principal gagnant sera le système capitaliste néolibéral qui nous est imposé. Effectivement le FMI a toute une batterie de mesures à faire appliquer par les gouvernements pour les aider dans leur « lourde tâche », celles-ci sont connues sous le nom d'*Ajustements Structurels*. Ils sont divisés en deux catégories, ceux qui visent à limiter les dépenses de l'Etat (à appliquer sur le court terme) et ceux dont le but est d'augmenter les recettes afin de rembourser la dette.

En clair, si l'on s'informe un peu sur le sujet, on découvre que toutes ces réformes et coupes budgétaires que nous connaissons aujourd'hui un peu partout en Europe découlent directement des ajustements structurels. En effet ceux-ci prônent l'abandon des subventions aux produits et services de première nécessité, la réduction des budgets sociaux, la libéralisation de l'économie et les privatisations massives couplées à un désengagement de l'Etat dans les secteurs concurrentiels !!

Dans ce contexte il n'est donc pas étonnant de voir à quel rythme notre situation se dégrade de jour en jour. Après la réforme des retraites qui relève l'âge légal de la retraite à 62 ans et celle sur le financement de sécurité sociale (*suppression de la rétroactivité du versement de l'aide personnalisée au logement (APL), déremboursement de certains médicaments*) qui vient d'être adoptée en première lecture à l'assemblée nationale le 2 novembre dernier, il va falloir s'attendre à d'autres réformes qui iront dans le même sens.

D'après un rapport du FMI sur la situation de la France, celui-ci est globalement satisfait des réformes « courageuses » entreprises par les gouvernements de droite successifs, même s'il regrette que ces réformes ne soient ni assez rapides, ni assez radicales. C'est ce que dit entre autre la déclaration de 2005 : « *Même si la détermination des autorités à avancer dans les réformes est courageuse, compte tenu en particulier du contexte difficile dans lequel elles s'inscrivent, il sera essentiel de renforcer encore davantage la dynamique des réformes. Dans le cas contraire, leurs bénéfices en termes de croissance et de création d'emplois risqueraient de rester limités ou de tarder à se concrétiser.* » Elle évoque aussi un problème cher au FMI, celui du salaire minimum, qui devrait être, sinon supprimé, au moins très éloigné du salaire médian : « *La hausse tendancielle du SMIC, en renchérissant le coût du travail, a évincé les jeunes et les non-qualifiés du marché du travail. Elle a par ailleurs comprimé l'échelle des bas*

*salaires et découragé le travail. Enfin, la politique des baisses de charges sociales, accordées pour tenter de compenser ces effets négatifs, a pesé lourdement sur les finances publiques. Par conséquent, nous saluons la décision de ne pas accorder de coup de pouce au SMIC en 2007 et suggérons qu'elle soit pérennisée.* » Et puis, au cas où Nicolas Sarkozy n'y aurait pas pensé, le FMI l'encourage à une vraie rupture : « *Un élément essentiel des réformes menées en France doit être de rompre avec la tendance consistant à résoudre les difficultés économiques à l'aide des deniers publics.* »

En 2008, la crise tempère l'enthousiasme du rapporteur, mais lui apporte un souffle poétique inattendu : « *La France est bel et bien en mouvement, mais les vents contraires de la conjoncture internationale ont pris de l'ampleur. L'heure est venue d'accélérer encore la mise en œuvre d'une stratégie ambitieuse qui placera le pays sur un sentier de croissance plus élevée, tout en prenant des mesures décisives pour préparer les finances publiques à l'avenir.* »

Quant à la déclaration de 2009, rendue publique fin juin, elle estime que la France a mieux résisté que ses voisins à la crise (ce qui reste à prouver), mais s'inquiète de la flambée de la dette publique et suggère de nouvelles économies dans les dépenses publiques, par exemple en étendant aux collectivités locales la règle de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Et puis elle propose de relever l'âge de départ à la retraite : « *Nous encourageons le gouvernement et les partenaires sociaux à considérer sérieusement le relèvement de l'âge légal de la retraite, qui, à 60 ans, reste considérablement inférieur à celui des autres pays européens.* »

Si vous doutez encore du bien-fondé des mouvements sociaux actuels et de leur légitimité, interrogez-vous donc sur ce que cherche vraiment notre gouvernement et à qui profiteront réellement ces réformes...

---

## **Liens d'informations**

- <http://www.7septembre2010.fr/>
- <http://mobilisation-montpellier.effraie.org/wiki>
- <http://rebellyon.info/>
- <http://juralibertaire.over-blog.com/>
- <http://bellaciao.org/fr/>